

El Kareh : “Il y a eu une tentative de déstabilisation politique du Liban”

Liban Le pouvoir saoudien est à la manœuvre, pour contrer l'Iran, estime le politologue.

Entretien Vincent Braun

Le sort de Saad Hariri continue à alimenter la machine à spéculations. Le Premier ministre libanais, qui avait annoncé sa démission à la surprise générale le 4 novembre depuis Riyad, n'avait toujours pas quitté l'Arabie saoudite ce mercredi. Le président libanais, Michel Aoun, a accusé le pouvoir saoudien de le “détenir”, arguant que “rien ne justifie que M. Hariri ne revienne pas après douze jours”. La veille, M. Hariri avait déclaré sur son compte Twitter qu'il serait de retour au Liban “dans les deux jours”. Le président français Macron a quant à lui invité M. Hariri et sa famille en France.

Pour le politologue et sociologue Rudolf el Kareh, le Liban fait l'objet d'une “tentative de déstabilisation” par “le clan au pouvoir en Arabie saoudite”. Nous avons interrogé ce spécialiste du Moyen-Orient, consulté par les institutions européennes et ayant occupé des fonctions officielles au Liban.

La démission de Saad Hariri a causé un choc au Liban. Que s'est-il passé ?

Ce qui s'est passé est absolument inouï. La démission télévisée du Premier ministre était une mise en scène grossière. Au mépris de toutes les règles et conventions internationales et notamment des principes de souveraineté, de non-ingérence et d'indépendance des Etats. La seconde intervention télévisée de M. Hariri (l'interview de dimanche 12) a confirmé cette thèse, notamment auprès des observateurs internationaux. Il était visiblement mal à l'aise, et l'on a vu des individus lui désigner des réponses. Les autorités libanaises et européennes disposent des éléments prouvant que le Premier ministre libanais est aujourd'hui en résidence surveillée en Arabie saoudite et que les services saoudiens contrôlent ses mouvements, ceux de sa famille et de sa belle-famille. Au fur et à mesure que le temps passe, les autorités libanaises haussent le ton et ont entrepris une campagne diplomatique internationale.

Le Liban exige le retour sans condition de M. Hariri, et de sa famille dans sa patrie. Cette position est soutenue désormais par l'Union européenne. Auparavant, le refus présidentiel d'accepter une démission télévisée a perturbé les commanditaires de cette opération. Ceux-ci avaient, semble-t-il, misé sur une acceptation précipitée de la démis-

sion, et sur le vide politique et institutionnel que cela aurait provoqué. En accord avec le gouvernement, le président du Parlement et les forces politiques, le président Aoun a décidé de rejeter toute démission qui ne respecterait pas les règles constitutionnelles.

Quel était l'objectif de cette opération et qui était aux commandes ?

Il y a eu, semble-t-il, une tentative de déstabilisation politique du Liban, à des fins géopolitiques.

La manœuvre était destinée à provoquer un début de confrontation en remettant en question l'accord politique qui avait permis l'élection du président de la République et la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Il semble que la stabilité du Liban soit devenue la dernière carte à jouer pour l'équipe conduite par le prince héritier à Riyad après les échecs au Yémen, dans la crise du Qatar, après le référendum avorté au Kurdistan irakien, et surtout en Syrie où les grandes formations terroristes, dont Daech et Al Nosra sont désormais quasiment éliminées. Ce clan saoudien semble considérer que ses déboires seraient dus au soutien apporté par le Hezbollah et la Résistance libanaise aux Etats qui ont subi les assauts de ces groupes terroristes. Le récit répété par les dirigeants saoudiens et leurs médias

le confirme. D'où la décision de provoquer une déstabilisation du Liban.

C'est une nouvelle guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran ?

C'est ainsi que les actuels dirigeants saoudiens présentent leur décor. L'ensemble des éléments d'information disponibles montrent que l'opération a été conduite avec l'aval du noyau dur de la Maison-Blanche, autour de Donald Trump et de son gendre, mais sans l'assentiment du Département d'Etat, et sous les applaudissements de MM. Netanyahu et Lieberman.

Alors que la présidence américaine se refusait à intervenir, l'ambassadeur des Etats-Unis à Beyrouth apportait publiquement son soutien au président libanais en se rangeant aux côtés des représentants des autres pays membres permanents du Conseil de sécurité et de plusieurs ambassadeurs européens.

Il y aurait d'après vous une sorte de tripartite contre l'Iran...

Il y a en tout cas une conjonction de trois obsessions, saoudienne, américaine et israélienne, vis-à-vis de l'Iran. Ces obsessions conjuguées se veulent

une politique concertée. Un document confidentiel élaboré par le ministre des Affaires étrangères saoudien et remis au prince héritier, révélé par la presse libanaise le 14 novembre, vient illustrer cette jonction des stratégies. Il y est question de réorienter la stratégie agressive envers l'Iran, en proposant notamment de résoudre la Question de Palestine par la suppression du droit au retour des Palestiniens, et l'assimilation forcée des réfugiés palestiniens dans le pays où ils ont été accueillis. Il s'agit d'une politique explosive.

La démission télévisée de M. Hariri est-elle liée à la vague d'arrestations lancée le même jour en Arabie saoudite dans le cadre de la lutte contre la corruption ?

Le slogan de lutte contre la corruption a semble-t-il pour objectif de rendre populaires et acceptables des initiatives hors normes en violation de toutes les règles et des principes élémentaires des droits de l'homme. Les arrestations effectuées dans des conditions croquignolesques sont inédites dans l'histoire de l'Arabie saoudite. Sans compter que le système économique saoudien est structurellement construit sur des mécanismes clientélistes et de redistribution tribale des richesses qui, dans tout autre pays, relèveraient de la corruption.

“La stabilité du Liban est devenue la dernière carte pour le prince héritier saoudien.”

Rudolf el Kareh
Spécialiste du Moyen-Orient.